

LA CHRONIQUE POLITIQUE

M. Chimanuka Ntagaya Ngabo, président provincial du PDSC au Sud-Kivu, vient de décliner l'offre lui proposée par le président de l'Assemblée nationale. Dans un message n° 0005/CAB/P/AN/93 du 22 avril 1993 signé par M. Anzuluni Bembe, président de l'Assemblée nationale, et capté à Bukavu le 4 mai dernier, M. Chimanuka a été informé de la vérification et de la validation de ses pouvoirs par le parlement en la CNS a mis ce "parlement" en congé. M. Chimanuka a pris la décision de ne pas aller siéger à une assemblée dont le rôle est pleinement joué par le Haut Conseil de la République que préside Mgr Laurent Monsengwo durant toute la période de transition. Le message concernait également M. Namegabe Mulanga de Kabare et un autre député suppléant de Walungu.

L'Union sacrée de l'opposition radicale du Sud-Kivu a été renforcée. En effet, les partis politiques membres de cette plate-forme se sont, au cours d'une rencontre du 4 mai 1993, convenus sur l'opportunité des concertations plus régulières entre eux afin de mieux veiller aux acquis de la CNS et de contribuer tant soit peu au maintien de la paix et de la sécurité des biens et des personnes ainsi qu'à la défense des droits des populations habitant la "province" du Sud-Kivu.

Au cours de son entrevue du 12 mai 1993 avec la presse, les membres et sympathisants de la plate-forme "Union sacrée" de la ville de Bukavu, M. Pépin Ilumba Mwassa, directeur de cabinet du Premier ministre du gouvernement du peuple, a confirmé que les ministres de M. Tshisekedi continuent de travailler nuit et jour, chacun dans sa maison, pour le bonheur du peuple zaïrois. M. Ilumba, qui a éclairé l'opinion sur la tentative de son assassinat par les forces du mal le 4 janvier dernier à 22 heures à Kinshasa, a passé en revue toute la situation politique du moment après avoir assuré ses invités réunis au Club Muungano de Kadutu que "le dictateur Mobutu et ses amis mouvanciers sont au bout du rouleau". L'Union sacrée radicale est prête à affronter M. Mobutu aux prochaines élections, aucun parti de notre plate-forme ne déposera son dossier au ministère du gouvernement Birindwa pour des raisons évidentes, a-t-il indiqué.

Quelques semaines auparavant, s'est tenue au cercle récréatif de Kadutu, une importante conférence-débat du RSF. Conférenciers : Fraternité Mushobekwa Kalimba wa Katana et Jean-Marie Vianney Kazunguzibwa Nyenyezi, respectivement secrétaire national chargé de l'organisation du parti et président fédéral au Sud-Kivu. Ensemble ils ont mis un accent particulier sur la démocratie et le rôle que compte jouer leur parti au seuil et au cours de la Troisième République. Pour M. Fraternité Mushobekwa, la démocratie ne peut se définir autrement que comme étant "un débat d'idées au cours duquel l'homme répond mieux à ses aspirations fondamentales".

Les anciens étudiants de l'Université de Lubumbashi, réunis au sein de leur association dénommée "Assanelu-Kassapards", ont commémoré le 11 mai 1993 le 3ème anniversaire des massacres de Lubumbashi, date par ailleurs décrétée journée de la jeunesse par la CNS. Dans son discours de circonstance, le président de l'Assanelu, M. Modeste Musamba Kiyana Nabana a invité tous les Kassapards et les hommes de bonne volonté à "concourir à la recherche de la vérité sur ces odieux massacres dont beaucoup a été dit mais pas tout, afin que dans l'avenir tout le monde comprenne que le sang des camarades n'a pas coulé en vain". Pendant ce temps au Sud-Kivu, une autre association des étudiants a pris naissance à Bukavu : l'ALUMNI-Lovanium. Qui regroupera les anciens étudiants miliciens de l'Université Lovanium, notamment ceux qui furent enrôlés en 1971 ainsi que tous les anciens de l'Université de Kinshasa.

Les membres du Conseil provincial du Sud-Kivu présents à Bukavu ont tenu leur réunion hebdomadaire, la toute première du genre, le 2 avril 1993 au siège de la Société civile sous la présidence de M. Léon Mamboleo Mughuba, son président provisoire. A l'issue de cette rencontre et en attendant son installation effective, le Conseil provincial du Sud-Kivu lance un appel pressant aux populations du Sud-Kivu de se mobiliser dans leurs zones respectives pour amorcer doré et déjà la réflexion sur les deux personnalités non-conférencières à coopter pour compléter ce conseil.

Le secrétaire provincial de l'UFERI, M. Joseph Lunanga Busanya a tenu dernièrement une conférence-débat en la salle Concordia de l'Archevêché de Bukavu pour réaffirmer "la courageuse prise de position" décrétant l'autonomie à la lumière de l'orthodoxie au sein de son parti au Sud-Kivu. Cela n'implique pas, devait ajouter l'orateur, une quelconque création d'une nouvelle aile au Sud-Kivu ; encore moins la création d'un autre parti ou une scission de quelque ordre que ce soit ! Cette autonomie est, insista M. Lunanga, à interpréter comme étant une approche suggérant un mode de gestion conféré par les textes officiels (statuts et manifestes). Pour autant que l'UFERI est un parti à vocation fédéraliste et de ce fait prône l'autonomie des provinces. Il a dit que le parti UFERI/Sud-Kivu entretient des rapports sains, adultes et responsables avec ses pairs ainsi qu'avec son changement ; pas radical, aveugle et partant. C'est un parti acquis au changement rationnel, raisonné et noble car dictatorial. Mais plutôt un changement rationnel, raisonné et noble car pacifique et digne d'un parti de masse (sic). L'UFERI/Sud-Kivu, qui veut faire aboutir le processus démocratique dans l'optique fédéraliste, entend faire accepter et respecter en toute responsabilité ses convictions et sa façon de voir les choses.

Le Nord-Kivu sous gouvernorat militaire ou "étranger"

La solution a été envisagée au cours de la réunion hebdomadaire du gouvernement du vendredi 30 avril 1993. Elle est la conséquence des incidents survenus dernièrement dans la région. Après une mission d'enquête du gouvernement conduite par le vice-ministre à l'Intérieur, M. Eboma Edjuku, il a été envisagé une suspension du gouverneur du Nord-Kivu, M. Kalumbo Mbogho et de son adjoint, M. Bamwisho.

Dans la foulée, les ministres ont fait des propositions pour décanter la situation ou mieux pour décrire la tension dans la contrée. Des propositions les unes plus rocambolesques que les autres. En effet, certains ministres auraient proposé la nomination d'un gouverneur militaire ou d'un non-originaire pour présider aux destinées de la région. Mais la proposition a été défenestrée par un autre qui aurait soutenu que des événements semblables ont eu lieu au Katanga sans émuvoir personne. Il n'est jamais venu à l'idée de quelqu'un de nommer au Katanga un gouverneur militaire ou non-originaire. Il a ainsi récusé la politique de deux poids, deux mesures.

Il n'empêche que sur le terrain, la situation est préoccupante. Les communautés hunde et nyanga se sont attaquées aux "transplantés" hutu et tutsi qu'elles accusent de vouloir usurper la nationalité zaïroise. Des incidents ont ainsi dégénéré : plus de 1000 personnes y ont trouvé la mort. Cette situation a suscité une vive tension au risque d'accoucher d'une véritable guerre.

Le combat des Hunde et Nyanga est plutôt dirigé contre les Hutu et les Tutsi, qu'ils soient autochtones ou transplantés. Ajouter à cela le rejet de la candidature de M. Seka Buhoro dans l'équipe Tshisekedi par le HCR et la non-représentation d'un Hutu dans l'équipe Birindwa - pourtant, ils étaient

présents dans les équipes précédentes - ont suscité une vive tension dans la communauté hutu autochtone ou transplantée.

Conséquence, les Hutu, légendairement rivaux aux Tutsi dans les pays voisins comme le Rwanda et Burundi, se sont ligüés contre les communautés hunde, nyanga et nande qui tiennent à les rendre apatrides. Cette situation place le Nord-Kivu dans une position ingouvernable dans la mesure où dans la partie sud de la région (zones de Masisi, Walikale, Goma, Nyiragongo, Rutshuru), les Hunde et les Nyanga ne constituent qu'une minorité. Le risque d'une exploitation marchande de ce conflit est grand. Il peut ainsi servir de subassement pour la déstabilisation de toute la région dans la mesure où il existe déjà des groupes armés qui y combattent, qui pour l'indépendance du Rwanda, qui pour la libération du peuple hutu au Burundi.

La situation exige qu'une solution rapide soit trouvée au risque de subir très prochainement une guerre civile. Il s'agirait de résoudre l'épineux problème de la nationalité des communautés incriminées. Mais avant, il faut prendre des dispositions pour éviter la catastrophe dans la contrée.

Pourtant, la solution militaire dans cette région n'est nullement appropriée lorsqu'on se souvient qu'au mois de janvier, les militaires ont endeuillé la région par les pillages et l'assassinat d'un de ses fils, Nyamwisi Muvungi de la DCF. On se souvient également que les mêmes militaires continuent à entretenir une situation d'insécurité à Beni, le Nord-Kivu étant leur vache à lait. Il y a lieu de se douter des chances d'une quelconque accalmie avec un gouverneur militaire. Ce dernier risque d'accentuer le traumatisme et les frustrations.

En cette période où le Zaïre veut consacrer l'autonomie des régions ou

mieux le fédéralisme, il n'est pas du tout indiqué de tenter l'expérience des non-originaux gouverneurs. Car, chaque région doit apprendre à se gouverner et à régler ses propres problèmes avec les moyens dont elle dispose. Le Nord-Kivu n'a pas intérêt à tenter l'expérience d'un non-originaire qui par ailleurs ne saisis pas les contours réels du problème qui peut avoir pour conséquence de le placer dans un état d'un "bébé politique".

Et ce ne sont pas des solutions locales qui manquent. Il y a par exemple la conférence régionale qui permettra aux fils de la région de résoudre dans la concertation les problèmes qui se posent à eux. Au niveau national, le gouverneur et le président de la République ont la responsabilité de résoudre une fois pour toutes l'épineux problème de la nationalité par la création d'une commission d'identification nationale. Et ceci pour éviter des tensions pouvant surgir durant les élections.

Par ailleurs, la solution au Nord-Kivu passe également par la réhabilitation des populations hutu par leur présence aux institutions de la transition : le gouvernement, le HCR, la région... Dès lors qu'ils ont assumé jusqu'à présent des fonctions de l'Etat sans offusquer, on ne voit pas des problèmes à les réhabiliter. Cette initiative aura un double avantage : faire baisser la tension sociale dans la communauté hutu autochtone qui est la deuxième sur le plan population et casser le pont artificiel créé par opportunisme entre les Hutu et les Tutsi qui est une dynamite capable de faire exploser la région. La grave bavure serait qu'une solution aux conflits du Nord-Kivu porte les germes d'autres frustrations. Mais, il est vrai qu'il est difficile de contenter tout le monde.

Tiré de "Forum" du 5 au 8 mai 1993

Tshisekedi renvoie Nkema et Mozagba à Mgr Monsengwo

Le spectre de négociation, qui plane dans le ciel politique zaïrois depuis le périple européen des ministres du gouvernement Tshisekedi et l'annonce du retour de Mgr Monsengwo au pays, polarise désormais toutes les forces politiques, tant du côté de la présidence de la République que des quartiers généraux des partis politiques.

Au moment où l'on s'y attendait le moins, deux émissaires du chef de l'Etat, Nkema Liloo et Mozagba Ngbuka, ont tenté sans succès de joindre Tshisekedi. Ce dernier n'a pas mieux trouvé que de les faire recevoir par le secrétaire de son cabinet à qui les deux hôtes (indésirables ?) ont exposé les motifs de leur visite. Il s'est agi bien entendu de la proposition des modalités d'une nouvelle rencontre au sommet entre Mobutu et Tshisekedi en vue de... détendre l'atmosphère politique.

Informé, le leader de l'UDPS a déclaré ne point trouver de fondement dans cette démarche "superflue" dans la mesure où il estime "ne pas avoir de problèmes avec Mobutu" qu'il combat, du reste, en tant qu'adversaire politique et non pas en tant qu'ennemi. C'est plutôt Mobutu, ajoute-t-il, qui a de problèmes avec les institutions de la transition. De manière logique, conclut Tshisekedi, c'est au HCR, garant de

l'exécution des résolutions de la CNS et arbitre des conflits surgissant entre les institutions de la transition, que Mobutu devrait s'adresser pour trouver la solution à ses problèmes (sic).

Ce jour-là, les deux émissaires sont repartis, sans rencontrer Tshisekedi, malgré une seconde tentative de Nkema dont on dit avoir bonne presse dans certains cercles de l'opposition. La carte de visite qu'il aurait brandie pour prouver son efficacité en médiation Mobutu - Opposition n'aurait servi à rien à cette occasion.

En effet, Nkema Liloo, jadis conseiller

en matière de sécurité à la présidence de la République, aurait été, avec d'autres "colombes" d'alors, la plaque tournante de la médiation qui avait conduit au premier rapprochement entre Mobutu et Tshisekedi (rencontre de Mbandaká). On rapporte également qu'il ne se vante pas moins d'avoir été le concepteur du fameux discours du 24 avril 1990. Un discours qui a tout juste le mérite d'avoir permis à Mobutu d'étendre davantage ses tentacules.

Tiré du "Standard" du 11 au 17 mai 1993

Avis de perte de certificat d'enregistrement

Il est porté à la connaissance du public que le certificat d'enregistrement au nom de M. LOO-A-YELE NGANDU se rapportant à la parcelle sise à Bukavu le numéro P.C. 100 du plan cadastral est porté disparu volume F. 62 folio 122, avenue Président Mobutu au n° 121/123 dans la zone urbaine d'Ibanda à Bukavu.

Conformément à l'article 242 de l'ordonnance-loi n° 73/021 du 20 juillet 1973 portant régime général de biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés, un nouveau certificat devra être délivré dans un délai de 60 jours à dater de l'insertion du présent avis, au cas où aucune opposition n'a été notifiée au conservateur des Titres Immobiliers de résidence à Bukavu.

Fait à Bukavu, le 15 février 1993
Le Conservateur des Titres Immobiliers

PJ/0220/P/93